

Débats des Communes

QUATRIÈME SESSION—SEPTIÈME PARLEMENT

DISCOURS DE SIR JAMES GRANT, M.P.

SUR

LE BUDGET

OTTAWA, 9 AVRIL 1894.

Sir JAMES GRANT: Eu égard à la portée immense de cette question, à son union intime avec les progrès de notre jeune pays, et encore plus, à l'audition des discours profonds qui ont été prononcés des deux côtés de la Chambre, par des hommes qui ont vieilli au service de leur pays, j'aborde cette question avec beaucoup d'hésitation. Mais en me rappelant l'importance de la question, et jugeant qu'il est grandement désirable que tous ceux qui ont à cœur les intérêts de leur pays, se prononcent sur cette question même, je profite de cette occasion pour dire quelques mots.

Je suis convaincu, — et il y a longtemps que je nourris cette conviction — je suis convaincu, dis-je, que, pour un jeune pays comme le Canada, ayant d'immenses ressources inexploitées, il est absolument nécessaire, pour la prospérité du peuple, que ses intérêts soient franchement protégés. Nous vivons à côté d'un grand pays, d'un pays qui, déjà puissamment riche, possède, en outre, des ressources énormes, d'un pays qui marche à grands pas dans la voie des progrès modernes. Nous avons été témoins de l'avancement rapide de ce pays, et si nous ne voulons pas rester en arrière, il importe que nous concentrons nos forces de manière à lutter contre la capacité remarquable de production manufacturière et agricole de ce pays. Ils ont en leur faveur le climat; ils ont les ressources. Leur population se compose en grande partie d'une agglomération d'étrangers venus de diverses parties du monde, qui, par leur activité, ont élevé cette grande république à la position éminente qu'elle occupe maintenant parmi les nations de la terre. L'enfance de notre pays exige, non seulement une influence protectrice, mais une influence défensive, et cette influence a commencé à s'exercer, en 1878, lorsque, par le vote presque unanime du peuple, lorsqu'il fut décidé que, désormais, les ressources du Canada, et les travaux, et la richesse, et la force de notre peuple cesseraient d'être déposés, comme un tribut, aux pieds de la grande république américaine. L'instinct de la conservation personnelle est une règle générale imposée par la nature et pour cette raison, je crois qu'il est excessi-

vement important que nos industries soient protégées. Et je suis sûr que nous ne pouvons plus heureux et contents, d'apprendre que nos hommes publics, après considération attentive, pleine et entière, ont accepté la responsabilité de donner au peuple du Canada, par leurs efforts patriotiques et d'honnêtes d'Etat, un degré de protection qui, tout en ne pesant pas d'une manière exagérée sur le peuple, protège toutefois ses travaux et place le pays dans une position qui lui est absolument nécessaire pour sa prospérité. On a accordé ce qu'il fallait, sans équivoque.

Quinze années se sont écoulées depuis que notre grand vieux chef, parlant dans le district de la Baie de Quinté, annonçait au peuple de ce pays que, après avoir donné à cette question la plus sérieuse considération, il prétendait qu'il était absolument nécessaire d'inaugurer une politique destinée à surmonter toutes ces difficultés contre lesquelles le peuple avait alors à lutter. Cette politique était une politique de protection. Et je demanderai à tout homme de bon sens s'il n'est pas évident que, durant ces quinze années, les ressources du pays se sont développées d'une manière très remarquable? Nos industries ne sont-elles pas prospères? Nos manufacturiers n'ont-ils pas atteint un degré élevé de prospérité? Notre population n'est-elle pas heureuse et satisfaite? Nos artisans et travailleurs ne reçoivent-ils pas un salaire justement rémunérateur? Un homme qui a étudié sérieusement la politique et ses résultats me dira-t-il que l'explication donnée par le ministre des Finances, dans l'admirable exposé financier qu'il a fait l'autre jour, n'est pas une revue sommaire, et saisissante de la situation, qui mérite d'être applaudie par le peuple du Canada, depuis Vancouver jusqu'à Halifax? Dans tous les branches d'industries, nous voyons les gens activement employés, et nous avons grandement lieu de nous féliciter des résultats. Le capitaliste trouve à placer avantageusement son argent. Nous savons parfaitement que, à moins d'avoir une politique saine et solide, les capitalistes ne placeraient pas leur argent dans des entreprises industrielles. La politique préconisée par nos amis

2

96/64